



INFORMATION AUX USAGERS

Poissy  www.chi-poissy-st-germain.fr
Saint-Germain-en-Laye
Centre Hospitalier Intercommunal



Vous êtes hospitalisé(e), Votre opinion nous intéresse !

Notre centre hospitalier participe à une
ENQUETE NATIONALE de SATISFACTION des PATIENTS.

Si vous donnez votre accord,
vous serez peut-être contacté(e) pour y participer
si vous avez été hospitalisé(é) entre le **5 mai et le 29 juin 2014.**

C'est pourquoi nous recueillons votre **CONSENTEMENT ECRIT** et
vous demandons de bien vouloir vous assurer
lors de votre admission que vos **COORDONNÉES** sont **À JOUR**
(adresse et téléphone).

MERCI de votre collaboration !

L'enquête de mesure de la satisfaction des patients hospitalisés fait l'objet d'une déclaration à la CNIL, sous le nom « Enquête I-SATIS ».

*Vous avez la liberté de participer ou non à l'enquête. **Votre participation à cette enquête est facultative.** Vous pouvez refuser à tout moment de participer aux entretiens téléphoniques bien qu'ayant donné votre consentement exprès. Un **numéro vert 0 800 00 69 25** (gratuit sur un poste fixe) est mis à votre disposition pour demander et donner des renseignements supplémentaires et/ou manifester votre refus. **Les réponses au questionnaire seront strictement anonymes et confidentielles.** Conformément à l'article 32 et suivants de la loi du 6 janvier 1978*

*« Informatique et Libertés » modifiée le 1^{er} juillet 1994, vous avez un droit d'accès et de rectification à vos données nominatives auprès de l'institut de sondage Call Marketing. Ce droit d'accès s'exerce dans un délai de 2 mois après le recueil (à l'issue de ce délai, il ne sera plus possible d'identifier un patient) auprès de l'Institut de sondage **Call Marketing : 116 route d'Espagne – Hélios 2, Boîte 209 – 31100 Toulouse.***

Le fichier des coordonnées des patients (ayant répondu ou non à l'enquête) transmis par l'établissement de santé à l'institut de sondage sera détruit par ce dernier, deux mois après la fin des enquêtes téléphoniques conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978.